

## Ecrivez au gouvernement Australien

### et dites que vous n'en voulez pas !

Voir sur notre site <http://www.vivreicienvironnement.org/>

Voir aussi l'article du Dauphiné Libéré :

### Déchets australiens, l'opposition s'organise !

#### Info:

Actuellement VIVRE contacte les élus pour qu'ils se joignent au refus des habitants de voir brûler ici ces déchets alors que l'Australie a les moyens de les traiter.

Elle pourrait le faire sans les rejets polluants dus à l'incinération qui ne fait que masquer et déplacer le problème du traitement des déchets. Les incinérer ne détruit pas les polluants mais les transforme en d'autres polluants, parfois plus dangereux que les déchets brûlés.

Depuis 51 ans qu'ils sont produits, l'Australie n'a toujours pas mis en place de solutions pour détruire ces déchets sur place, comme elle doit le faire.

La société ORICA, qui a produit depuis 1963 et stocke ces énormes quantités d'HCB, refuse obstinément depuis des années de considérer les alternatives à l'incinération qui seraient possibles en Australie.

**En effet par traitement chimique (moins polluant et plus efficace que l'incinération, mais peut-être plus cher !), ORICA pourrait débarrasser les habitants de son stock toxique sans créer de nouvelles pollutions, ni là, ni ailleurs.**

En Australie, les habitants ne veulent évidemment pas voir construire un incinérateur pour le brûler mais ORICA décourage les entreprises qui souhaiteraient détruire ainsi son stock sur place par d'autres moyens que l'incinération (qui, eux, pourraient être acceptés par les habitants).

ORICA peut ainsi prendre prétexte de l'absence de possibilité de traitement dans le pays pour essayer d'obtenir, après les refus d'autres pays, une autorisation d'exporter en France...

Ce serait un contournement des conventions internationales interdisant l'exportation de déchets aussi polluants.

**C'est pour cette raison que les gouvernements allemand et danois ont refusé de recevoir ces déchets.**

Vu le dangereux niveau de pollution existant déjà sur notre secteur, l'importation chez nous de ces déchets toxiques est inacceptable.

**Demandons à nos élus d'interpeller les autorités françaises et australiennes pour qu'elles n'en autorisent pas l'exportation.**

Les autorités australiennes viennent d'annoncer officiellement qu'ORICA a déposé sa demande d'autorisation pour un premier envoi chez nous d'un "échantillon" de 132 tonnes. Dans ce même document, elles invitent à leur adresser les commentaires sur la demande d'autorisation,

**avant le 22 juin, date limite**

par courrier à **Director, Hazardous Waste Section, Department of the**

**Environment, GPO Box 787 CANBERRA ACT 2601,**

ou par e-mail à **hwa@environment.gov.au**

Nous vous proposons de mettre en objet du courrier : HCB ORICA: NO  
*ou bien HIGHLY TOXICAL WASTES AUSTRALIA PLANS TO SHIP TO FRANCE*  
Un mot peut suffire mais chacun est libre de donner ses raisons de refuser et dire sa détermination à empêcher cela.

**Invitez vos connaissances à le faire, en français ou en anglais, mais avant le 22...**

Le gouvernement australien, échaudé par les refus précédents, sera sensible à un grand nombre de messages...

Et ORICA devrait tenir parole, car en 2006 lors d'une précédente tentative d'exportation en Allemagne, les médias rapportaient cette phrase d'ORICA: "**là où il y a opposition, nous n'irons pas**" (Environmental Manager, No 547, 11 July 2006).

Plus d'infos sur notre site.

**VIVRE**

Association Vivre Ici-Vallée du Rhône Environnement

<http://www.vivreicienvironnement.org/>

**Mail à envoyer avant le 22/06/2014.**

**Ci-dessous, pour qui manque d'inspiration, une lettre type en anglais adaptée du site de NTN, une association australienne qui nous aide beaucoup.** Vous pouvez le copier tel quel ou le modifier à votre guise (le texte du mail est en bleu), vous collez dans le texte de votre mail, vous signez et vous envoyez.

Adresse du mail à envoyer : [hwa@environment.gov.au](mailto:hwa@environment.gov.au)

Objet du mail : *HIGHLY TOXICAL WASTES AUSTRALIA PLANS TO SHIP TO FRANCE*

Texte du mail :

*Dear Mr Minister for the Environment Hon Greg Hunt MP*

*We, inhabitants living near Tredi Salaise site in France, have been informed that the Australian Government, in agreement with Orica Australia Pty Ltd, tries to circumvent its responsibilities.*

*The Australian Government underwrote the Stockholm convention concerning the inland treatment of hazardous waste.*

*Australia disposes of all the financial mean as well as of the technical knowledge needed to respect its engagement.*

*The underwritten convention implies building an overall treatment site in Australia able to effectively and efficiently treat and neutralize such highly toxic compounds.*

*Sadly the Australian government tries to dump highly toxic waste to other countries.*

*Germany and Denmark obviously opposed this highly-publicized irresponsible proposal.*

*With France, the Australian government further persists in inconsiderately circumventing its liabilities.*

*The earlier highly HCB toxic wastes are stocked since 1963 at the Botany Industrial Site of Sydney. The production ceased in 1991, 23 years ago. Since 51 years the Australian state shows no urgency in the matter.*

*Thus, for Australia there is no mandatory need to dump its environmental liabilities this year.*

*In any case, the French population will refuse this toxic export.*

*The European nations will refuse every attempt of the Australian government to pollute the other continents.*

*We urge the Australian state to take its international responsibilities. Hence to straight away start with the inland construction of a suited overall treatment site of HCB and its after-treatment residues.*

*Best regards*

Traduction (approximative) :

*Projet d'expédier des déchets hautement toxiques d'Australie en France*

*Cher ministre de l'Environnement Hon Greg Hunt MP*

*Nous, habitant près du site TREDI Salaise en France, avons été informés que le gouvernement australien, en accord avec Orica Australia Pty Ltd, essaie de contourner ses responsabilités. Le gouvernement australien a signé la Convention de Stockholm concernant le traitement dans le pays des déchets dangereux.*

*Le pays dispose des moyens financiers comme de la maîtrise technologique requise pour respecter ses engagements. La Convention signée implique de construire une installation générale de traitement en Australie à même de traiter effectivement et neutraliser efficacement de tels composés hautement toxiques.*

*Malheureusement, le gouvernement australien essaie de s'en débarrasser dans d'autres pays. L'Allemagne et le Danemark se sont évidemment opposés à ce projet irresponsable. Avec la France, le gouvernement australien persiste à contourner inconsidérément ses obligations.*

*Les premiers déchets hautement toxiques d'HCB sont stockés depuis 1963 au parc industriel de Botany, à Sidney. La production a cessé en 1991, il y a 23 ans. Depuis 51 ans, l'état australien n'a montré aucune hâte à ce sujet. Ainsi, l'Australie n'a aucun besoin impératif de jeter ses obligations environnementales cette année.*

*Dans tous les cas, la population française refusera l'importation de ces produits toxiques.*

*Nous pressons l'état australien de prendre ses responsabilités internationales, et donc à commencer de suite la construction dans le pays d'un site de traitement général de ct HCB et des sous-produits résiduels.*

*Meilleures salutations.*